

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 FÉVRIER 1925.

Projet de loi allouant des crédits supplémentaires au Budget du Congo belge de l'exercice 1924, autorisant des régularisations de dépenses appartenant à des exercices clos et contenant des dispositions diverses (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DES COLONIES (2),
PAR M. GOLLIER.

MESSIEURS,

Le projet de loi soumis à votre examen comprend trois ordres de dispositions : l'article 1 est relatif à la régularisation de dépenses se rapportant à des exercices antérieurs à 1923; les articles 2 à 4 concernent l'adoption de crédits supplémentaires à rattacher au Budget de la Colonie pour 1924; enfin les articles 5 à 7 contiennent des dispositions diverses que nous examinerons plus loin.

Votre Commission a été unanime pour accorder au Gouvernement l'autorisation d'imputer, sur le Budget du Congo belge de 1924, les dépenses appartenant aux exercices clos. Ces dépenses ont été payées par la Trésorerie en 1924; il ne s'agit donc que d'une simple régularisation.

Les crédits sollicités à l'article 2, comme addition au tableau III du Budget des Dépenses ordinaires de l'exercice 1924, se montent à fr. 8,724,905.38; ils sont destinés, en majeure partie — pour 7,000,000 de francs — à couvrir les dépenses complémentaires de l'exercice 1924, occasionnées par les décisions du Gouvernement en vue d'améliorer le sort des fonctionnaires et agents de la Colonie.

Ils comportent, en outre, une somme d'un million pour augmenter les subsides alloués en 1924 aux écoles agréées et autres établissements d'instruction, ainsi

(1) Projet de loi, n° 49.

(2) La Commission, présidée par M. Tibbaut, était composée de MM. Branquart, Brifaut, de Béthune, Fischer, Gollier, Hubin, Lamborelle, Mathieu, Max, Pecher, Piérard, Renkin, Richard, Van Cauwelaert et Van Remoortel.

que les allocations et subsides aux missionnaires, médecins étrangers et particuliers s'occupant de la lutte contre les épidémies.

Aucune réserve n'a été faite sur les raisons qui commandent l'octroi de ces crédits; votre Commission les a donc approuvés.

Le montant des crédits supplémentaires sollicités à l'article 3, pour être rattachés au tableau IV du Budget des dépenses extraordinaires, s'élève à 3,583,250 francs. En voici la destination :

1° 400,000 francs pour couvrir la participation de la Colonie à l'augmentation de capital de la Compagnie cotonnière congolaise.

Le Gouvernement justifie cette nouvelle participation par la nécessité de maintenir son influence au sein de la susdite société où la Colonie a des intérêts;

2° 833,250 francs pour reprendre les 3,333 actions de la Banque du Congo belge, libérées de 50 %, que la Caisse d'épargne du Congo avaient souscrites pour compte du Trésor de la Colonie.

L'octroi de ces crédits n'a soulevé aucune objection; les dépenses visées sont compensées par une augmentation du portefeuille.

3° 1,600,000 francs pour exécuter la convention conclue par la Colonie avec M. R. Goldschmidt, le 30 octobre 1919, en vue de construire au Congo une station intercontinentale de télégraphie sans fil.

4° 750,000 francs pour l'achat de camions automobiles destinés aux transports de la Province Orientale.

L'article 4 stipule que les crédits supplémentaires sollicités seront couverts par les ressources générales du Trésor, les recettes ordinaires de 1924 ayant dépassé notablement les évaluations.

Des dispositions diverses contenues dans le projet de loi, la première est la conséquence directe de la demande des crédits supplémentaires; l'utilisation de ces crédits exige nécessairement un nouveau délai pour les opérations d'ordonnancement ou de régularisation; le Gouvernement demande en conséquence, à l'article 5, de proroger de six mois le délai des opérations de recettes et de dépenses de la Colonie afférentes à l'exercice 1924.

L'article 6 propose d'autoriser le Ministre des Colonies à consentir à la Compagnie du Chemin de fer du Congo, des avances à valoir sur les capitaux promis par le Gouvernement de la Colonie en vue d'accomplir la transformation de la voie du chemin de fer et acquérir l'outillage nécessaire.

Divers membres ont demandé un complément d'information sur les obligations contractées par la Colonie vis-à-vis de la Compagnie du Chemin de fer du Congo, sur les avances déjà faites et le montant des capitaux que la Colonie se propose de fournir à la susdite Société au cours de l'exercice 1925.

Nous résumons ci-dessous les explications qui nous ont été fournies par l'honorable Ministre des Colonies.

L'article 4 de la Convention du 9 novembre 1921, conclue entre la Colonie et la Compagnie du Chemin de fer du Congo — annexée à la loi du 16 avril 1923 — stipule que :

« Le surplus des capitaux nécessaires, provisoirement estimé à 70,000,000 de

francs belges, sera fourni par le Gouvernement de la Colonie au fur et à mesure des besoins approuvés par le Ministre des Colonies et, contre remise, à due concurrence, d'obligations au porteur que la Compagnie émettra. Le taux d'intérêt et les autres conditions seront semblables aux taux d'intérêt et conditions des émissions de rente de la Colonie, aux périodes correspondant aux émissions, sauf que la durée des emprunts correspondra à la durée encore à courir de la concession.

» La Colonie versera les fonds au commencement de chaque trimestre sur présentation d'un Budget des dépenses prévues pour ce trimestre. »

A la conclusion de la convention, on ne pouvait estimer que provisoirement le coût des travaux, attendu que des études complémentaires devaient être entreprises. Au surplus, le coût du matériel, de la main-d'œuvre blanche et noire, s'est considérablement accru depuis la date de la signature de la convention.

A la date du 31 décembre 1924, la Colonie avait fourni à la Compagnie du Chemin de fer 38,400,000 francs d'avances et, pour 1925, la Compagnie du Chemin de fer demande un montant de 64,000,000 de francs.

La Colonie n'étant pas à même de fixer le taux définitif des intérêts et les conditions d'émission de la rente, elle se voit obligée de continuer à faire les avances convenues, en attendant la négociation d'un emprunt de consolidation de la Dette flottante.

L'article 7 a pour but d'autoriser la Colonie à assurer l'exploitation des transports fluviaux du Haut Congo, en attendant que les différents organismes de transports fluviaux soient fusionnés en une Société nouvelle dont les statuts sont actuellement soumis à la Législature pour la fixation d'un intérêt minimum aux actions privilégiées à émettre.

Votre Commission a estimé que les dépenses proposées par le Gouvernement sont amplement justifiées; en conséquence, elle a l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de loi qui vous est soumis.

Le Rapporteur,

T^H. GOLLIER.

Le Président,

E^M. TIBBAUT.

4)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 FEBRUARI 1925.

Wetsontwerp tot verleening van aanvullende credieten op de Begrooting van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1924, waarbij het regelen wordt toegelaten van tot gesloten dienstjaren behorende uitgaven en verscheidene schikkingen bevattend ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE KOLONIËN ⁽²⁾
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **GOLLIER**.

MIJNE HEEREN,

Het u voorgelegde wetsontwerp bevat bepalingen van drieërlei aard; artikel 1 betreft de regeling van uitgaven die betrekking hebben op dienstjaren welke 1923 voorafgaan; de artikelen 2 tot 4 doelen op de goedkeuring van aanvullende credieten toe te voegen aan de Begrooting der Kolonie voor 1924; ten slotte komen de artikelen 5 tot 7 die onderscheidene bepalingen bevatten welke wij verder zullen onderzoeken.

Uwe Commissie was eensgezind van gevoelen, dat aan de Regeering de machtiging moest worden verleend om op de Begrooting van Belgisch-Congo voor 1924 de uitgaven te schrijven die nog open staan op de gesloten dienstjaren. Feitelijk werden deze uitgaven door de Thesaurie in 1924 uitbetaald; het geldt dus eene eenvoudige regeling.

De credieten op artikel 2 aangevraagd als aanvulling van tabel III van de Begrooting der Gewone Uitgaven van het dienstjaar 1924, bedragen fr. 8,724,905,38; grootendeels, namelijk voor eene som van 7,000,000 frank

(1) Wetsontwerp, nr 49.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Tibbaut, bestond uit de heeren Branquart, Brifaut, de Béthune, Fischer, Gollier, Hubin, Lamborelle, Mathieu, Max, Pecher, Piérard, Renkin, Richard, Van Cauwelaert en Van Remoortel.

zijn zij bestemd om de bijkomende uitgaven te bestrijden van 1924, welke zijn voortgesproten uit de beslissingen door de Regeering genomen tot verbetering van den toestand der ambtenaren en beambten der Kolonie.

Bovendien bevatten zij de som van één millioen tot verhooging der tegemoetkomingen welke in 1924 toegekend zijn aan de aangenomen scholen en andere onderwijsgestichten, alsmede aan de missionarissen, vreemde geneesheeren en particulieren die de besmettelijke ziekten bestrijden.

Geen enkel bezwaar werd aangevoerd tegen de redenen waarop deze credieten steunen; uwe Commissie heeft ze dus goedgekeurd.

Het bedrag der aanvullende credieten aangevraagd bij artikel 3 om te worden ingeschreven op tabel IV van de Begrooting der Buitengewone Uitgaven, beloopt 3,583,250 frank. Deze som wordt verdeeld als volgt :

1° 400,000 frank voor het aandeel der Kolonie in de kapitaalsverhooging der « Compagnie cotonnière congolaise ».

De Regeering billijkt deze nieuwe inschrijving door de noodzakelijkheid, haren invloed in gemelde maatschappij, in welker belangen de Kolonie betrokken is, te handhaven;

2° 833,250 frank tot overname van de 3,333 aandelen der « Banque du Congo belge », waarvan 50 t. h. is afbetaald en voor dewelke « La Caisse d'épargne du Congo » had ingeschreven voor rekening van de Schatkist der Kolonie.

Tegen deze credieten werd geen enkel bezwaar aangevoerd; bedoelde uitgaven worden vergoed door eene waardeverhoging van de portefeuille;

3° 1,600,000 frank ter uitvoering van de Overeenkomst op 30 October 1919 door de Kolonie met den heer R. Goldschmidt gesloten tot het oprichten van een intercontinentaal station voor draadlooze telegraphie in Congo;

4° 750,000 frank voor den aankoop van vrachtautos voor het vervoer in de Oostelijke Provincie.

Artikel 4 bepaalt, dat de gevraagde aanvullende credieten zullen bestreden worden door de algemeene inkomsten van 's Rijks Schatkist, daar de gewone ontvangsten voor 1924 de ramingen ver hebben overschreden.

Van de verschillende bepalingen van het wetsontwerp is de eerste het rechtstreeksche gevolg van de aanvraag der aanvullende credieten; het gebruik van deze credieten eischt noodzakerlijkerwijze een nieuwen termijn voor de ordonnanceerings- en regelingsverrichtingen; de Regeering vraagt dienvolgens, in artikel 5, met 6 maand den termijn te verlengen voor de verrichtingen betreffende de ontvangsten en uitgaven der Kolonie over het dienstjaar 1924.

In artikel 6 wordt voorgesteld den Minister van Koloniën te machtigen aan de « Compagnie du Chemin de fer du Congo » voorschotten te verleen, beloofd door de Regeering van de Kolonie, ten einde deze maatschappij toe te laten de veranderingen aan den spoorweg toe te brengen en het noodige materieel aan te koopen.

Vele leden hebben meer inlichtingen gevraagd omtrent de verplichtingen van de Kolonie tegenover de « Compagnie du Chemin de fer du Congo », omtrent de

reeds gedane voorschotten en omtrent de kapitalen die de Kolonie voornemens is te verschaffen aan de Maatschappij gedurende het jaar 1925.

Wij geven hierbij een samenvatting van de verklaringen van den achtbaren Minister van Koloniën.

Artikel 4 van de Overeenkomst van 9 November 1921, gesloten tusschen de Kolonie en de « Compagnie du Chemin de fer du Congo », toegevoegd aan de wet van 16 April 1923, zegt :

« Het overschot van de noodige kapitalen, voorloopig geschat op 70,000,000 Belgische frank, zal verschaft worden door de Regeering van de Kolonie naar gelang van de noodwendigheden goedgekeurd door den Minister van Koloniën, en tegen afgifte, voor een zelfde bedrag, van obligaties aan toonder die de Compagnie zal uitgeven. Het beloop van den intrest en de andere voorwaarden zullen van denzelfden aard zijn als het beloop van den interest en de voorwaarden van de uitgiften van renten der Kolonie op de tijdperken overeenkomend met de uitgiften, behalve dat de duur van de leeningen zal overeenkomen met het tijdperk dat de concessie nog zal duren.

» De Kolonie zal de sommen storten bij het begin van elk kwartaal, met overlegging van eene Begrooting der uitgaven voorzien voor het kwartaal. »

Op het oogenblik dat de Overeenkomst gesloten werd kon men de kosten van de werken slechts voorloopig schatten, daar er nog bijkomende studiën moesten ondernomen worden. Bovendien is de prijs van het materieel en zijn de loonen van het blank en zwart werkvolk aanzienlijk gestegen sedert den dag dat de Overeenkomst werd gesloten.

Op 31 December 1924 had de Kolonie aan de Compagnie 38,400,000 frank voorgesloten, en voor 1925 vraagt de « Compagnie du Chemin de fer » een bedrag van 64,000,000 frank.

Daar de Kolonie niet bij machte is het definitief bedrag van de interesten en de voorwaarden van uitgifte der rente te bepalen, is zij gedwongen de overeengekomen voorschotten te blijven verleen, in afwachting dat er onderhandeld wordt over een consolidatieleening van de vlottende Schuld.

Artikel 7 heeft voor doel de Kolonie te machtigen, de exploitatie te verzekeren van het vervoer op de rivieren van Boven-Congo, in afwachting dat de verschillende organismen, die zich bezig houden met de riviervaart tot eene nieuwe maatschappij worden versmolten, waarvan de statuten thans onderworpen zijn aan de Wetgeving om een minimum-interest voor de uit te geven preferent-aandeelen vast te stellen.

Uwe Commissie was van oordeel dat de uitgaven door de Regeering voorgesteld, ruimschoots gebillijkt zijn, en dienvolgens stelt zij U voor het wetsontwerp goed te keuren.

De Verslaggever,
TH. GOLLIER.

De Voorzitter,
EM. TIBBAUT.
